

**Rio+20 : Réunion préparatoire pour le Pacifique**

**Réunion ministérielle conjointe**

**Apia (Samoa)**

**21-22 juillet 2011**

**COMPTE RENDU DES DÉBATS ET DÉCISIONS**



## Introduction

1. La Réunion préparatoire pour le Pacifique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD/Rio+20) s'est tenue à Apia (Samoa) les 21 et 22 juillet 2011. Cette réunion, la troisième organisée à l'intention des petits États insulaires en développement (PEID), avait pour objet de permettre aux PEID du Pacifique d'exposer leurs priorités et d'arrêter une position commune en prévision de la réunion du Comité préparatoire régional pour l'Asie et le Pacifique, qui se tiendra en octobre, dans le cadre du processus mondial de préparation de la CNUDD. Les participants ont débattu de l'objectif de la Conférence Rio+20, tel qu'énoncé dans la résolution 64/236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir « susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, évaluer les progrès réalisés et les lacunes restant à combler au niveau de la mise en œuvre des textes issus des grands sommets relatifs au développement durable et relever les défis qui se font jour ». La Conférence sera axée sur deux thèmes principaux : l'économie verte dans le cadre du développement durable et l'élimination de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement durable. Les travaux de la réunion préparatoire d'Apia ont porté sur ces deux thèmes.

2. La réunion ministérielle conjointe a réuni les ministres de l'environnement et des finances des pays de la région, le président du Comité des pêches du Forum, les partenaires dans le développement et plusieurs hauts responsables. Elle a été officiellement ouverte dans la soirée du 21 juillet par le Premier ministre du Samoa, M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi. Les travaux ont débuté le 22 juillet sous la présidence du Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa, M. Fa'amoetaulua Lealaialoto Taito Dr Faale Tumaalii. La session consacrée au premier thème de Rio+20 a été présidée par le Ministre des finances de Nauru, M. Kieren Keke, et celle relative au second thème par le Ministre des finances des Îles Cook, M. Mark Brown.

3. Le Premier ministre des Îles Cook et 11 ministres de l'environnement, des finances et des pêches représentant les Îles Cook, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, les Palaos, le Samoa, les Tonga et Tuvalu ont assisté à la réunion. Les Îles Fidji, les États fédérés de Micronésie, Niue, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, les Tonga, Tuvalu et Vanuatu étaient également représentés. L'Australie, la France, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou ont suivi les débats en qualité d'observateurs. Des représentants des Nations Unies, d'organisations internationales, d'organisations régionales du Pacifique, d'organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé, la société civile et du Réseau des jeunes océaniens pour l'environnement étaient également présents. La liste des participants est jointe au présent rapport dont elle constitue l'Annexe I.

4. La réunion ministérielle conjointe a été précédée d'un Forum ouvert sur la croissance verte (20-21 juillet), auquel ont participé des représentants de gouvernements, d'organisations de la société civile et d'ONG, d'organisations de jeunes, du secteur privé, des Églises, de partenaires dans le développement et d'organisations internationales et régionales.

## Ouverture

5. Le Premier ministre des Samoa, M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi, a ouvert la réunion. Dans son allocution d'ouverture (dont le texte constitue l'annexe II), il a insisté sur le nécessaire équilibre à établir entre les dimensions environnementales, économiques et sociales du développement, de sorte qu'aucun aspect ne soit privilégié au détriment des autres. Il a souligné la nécessité de veiller à ce que les propriétaires du patrimoine naturel ne soient pas lésés, ajoutant que la croissance verte visait à encourager un mode de croissance appropriée, et qu'elle exigeait de repenser la perception classique du développement, du progrès et de l'environnement. Le Premier ministre a également rappelé les effets transformateurs induits par l'économie verte, qui offre selon lui une réponse adéquate aux « carences » du modèle classique de développement. L'économie verte repose sur une approche conceptuelle axée sur les résultats, et vise expressément à améliorer les conditions de vie des populations, sans mettre en péril les ressources dont dépendent les générations actuelles et futures. Pour illustrer l'engagement du Samoa en faveur de modes de croissance respectueux de l'environnement, le Premier ministre a fait référence aux visites de terrain organisées dans le cadre du Forum ouvert, et au cours desquelles les

participants ont pu découvrir plusieurs des projets menés par le Samoa dans le domaine de l'énergie renouvelable, de la valorisation énergétique des déchets, de l'agriculture biologique, de la gestion des déchets et de la gestion des parcs naturels. Il a également précisé que le Samoa s'est fixé pour objectif de mettre en place une économie à bilan carbone neutre à l'horizon 2020.

6. Le Premier ministre a souligné que les pays insulaires du Pacifique devaient recevoir une part équitable des ressources marines, mais que cet objectif demeurait inaccessible. Il a ajouté que le débat sur « l'économie verte » offrait l'occasion de définir des objectifs et des priorités allant au-delà de l'horizon 2015, échéance fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Enfin, il a insisté sur la nécessaire collaboration qui doit s'instaurer entre les ministères des finances, des pêches et de l'environnement pour promouvoir l'économie verte, l'objectif étant d'inscrire la croissance verte dans une approche globale du développement à l'échelle de l'économie dans son ensemble, et a félicité les organisateurs de la Réunion conjointe d'avoir placé le débat au niveau ministériel.

### **Processus Rio+20**

7. Les participants ont pris connaissance d'un message vidéo du Secrétaire général de la CNUED, M. Sha Zukang, qui s'est réjoui de la tenue de la Réunion et a souhaité aux participants le plein succès dans leurs délibérations. Les représentants des Nations Unies et du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) ont ensuite présenté le contexte dans lequel se tiendra la Conférence Rio+20 et le déroulement du processus préparatoire dans lequel s'inscrit la réunion d'Apia.

8. Les participants ont rappelé que les pays insulaires océaniques avaient participé pleinement et de manière constructive au Sommet de la Terre – Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) – tenu à Rio en 1992. La région s'était félicitée de la prise en compte, au chapitre 17 du programme Action 21, du « cas particulier » des PEID<sup>1</sup>, qui a conduit à l'élaboration du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Programme d'action de la Barbade, 1994). Ces instruments ont été affinés par la suite, notamment dans le cadre du Plan de mise en œuvre de Johannesburg<sup>2</sup>, de la Stratégie de Maurice et de l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice (MSI+5), qui définissent un cadre de référence pour la mise en œuvre et l'évaluation des engagements pris pour et par les PEID.

9. Les participants à la Réunion conjointe ont été invités à s'exprimer d'une voix forte et unie lors de la Conférence Rio+20 et au-delà. Compte tenu des progrès globalement limités enregistrés depuis le Sommet de la Terre dans le domaine du développement durable, la position océanique qui sera défendue lors de la Conférence devra s'appuyer sur les acquis et les enseignements tirés des processus Rio+5 et Rio+10, et sur les avancées réalisées dans le Pacifique et mises en lumière en 2010 dans le cadre de l'examen MSI+10. Le Plan pour le Pacifique, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum en 2005, constitue désormais le cadre d'action régional concerté dans lequel les efforts axés sur le développement durable de la région pourront se poursuivre grâce à la coopération et l'intégration régionales. L'examen MSI+5 a également recensé plus de 30 politiques, initiatives, stratégies et plans régionaux en cours de mise en œuvre au titre du Plan pour le Pacifique dans un large éventail de secteurs tels que l'énergie, l'eau, le changement climatique, la préservation des ressources, les pêches, l'agriculture, la foresterie et les transports.

<sup>1</sup> Les PEID et les petites communautés insulaires constituent un cas particulier, tant du point de vue de l'environnement que du développement. Ils sont fragiles et vulnérables au plan écologique, et leur petite taille, leurs ressources limitées, leur éparpillement géographique et les grandes distances qui les séparent des marchés sont autant de handicaps économiques qui excluent toute économie d'échelle. Pour les PEID, l'océan et l'environnement côtier revêtent une importance stratégique et constituent de précieuses ressources en matière de développement.

<sup>2</sup> Le mandat et le rôle des Commissions régionales des Nations Unies au regard d'autres organismes régionaux et sous-régionaux en matière de développement durable et de mise en œuvre du programme Action 21 sont exposés au paragraphe 159 à 161 du Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

10. Cela étant, l'examen MSI+5 a également démontré que la vulnérabilité des PEID et du Pacifique ne cessait de s'accroître, sans que leur capacité d'adaptation augmente. Il a mis en évidence la persistance de nombreux problèmes liés à la petite taille et à l'isolement des PEID de la région, et a démontré que les récentes crises alimentaire, financière et pétrolière n'avaient fait qu'aggraver les effets du changement climatique, mettant ainsi en évidence la nécessité d'un changement. Par ailleurs, il ressort de l'évaluation des OMD réalisée en 2010 que les résultats enregistrés dans les PEID du Pacifique, bien que variables, sont globalement médiocres. À l'issue de l'examen MSI+5, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution Res A/65/2, a appelé à l'adoption de mesures concrètes supplémentaires et d'une approche coordonnée, équilibrée et intégrée à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice. Elle a également demandé aux Nations Unies de dresser le bilan de leur action en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie et des PEID, et de rendre compte des conclusions de cet exercice.

11. Dans ce contexte, la Réunion préparatoire a noté que la Conférence Rio+20 et le thème de l'économie verte offraient l'occasion de redonner son sens premier au concept de développement durable et de bâtir des nations et des communautés économiquement plus dynamiques, écologiquement viables, résistantes au changement climatique et socialement équitables. Elle a souligné que la croissance verte était un modèle de développement culturellement adapté au contexte océanien, dans la mesure où « l'investissement » culturel dans la préservation de l'environnement et l'utilisation durable des ressources terrestres et marines est une pratique ancestrale dans la région. Les principes de développement durable tels que la préservation de la biodiversité, l'intégrité écologique et l'équité intra- et intergénérationnelle trouvent une résonance particulière dans le Pacifique, où les valeurs traditionnelles et religieuses chères aux peuples océaniens et les systèmes océaniens de savoirs et de production reposent sur l'idée que les communautés sont gardiennes du don sacré que constitue l'environnement pour les générations actuelles et futures.

12. De nombreuses autres régions sont en compétition pour obtenir l'aide de la communauté internationale. La Réunion a donc été invitée à demander à la Conférence Rio+20 de réitérer l'engagement politique en faveur des PEID et de réaffirmer que les PEID constituaient un cas particulier, en raison de leurs vulnérabilités reconnues. La Conférence devra encourager la communauté internationale à honorer ses engagements et à en prendre de nouveaux, de manière à faciliter l'évolution des économies mondiales vers des trajectoires de croissances plus durables et plus respectueuses de l'environnement, et la mise en place des structures institutionnelles nécessaires à l'appui de ce processus.

13. Les participants ont été informés de la nécessité de fournir une assistance technique aux missions permanentes des PEID du Pacifique à New York en prévision de la Conférence Rio+20. Les organismes membres du CORP et les bureaux des organisations des Nations Unies dans le Pacifique détermineront comment il conviendra de procéder à cette fin. Il faudra par ailleurs continuer d'aider les PEID les plus petits dans le cadre des préparatifs de Rio+20, compte tenu de leur capacité limitée à participer pleinement à ce processus.

### **Thème 1 : L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté**

14. Au cours de la session consacrée au premier thème de Rio+20 – l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté –, les participants ont pu suivre une communication des Nations Unies sur les définitions actuelles de l'économie verte et les cinq volets de la stratégie recommandée pour assurer le passage à une économie plus verte : 1) les investissements dans le capital naturel ; 2) la consommation et la production durables ; 3) la mise en place d'infrastructures durables ; 4) l'écologisation du commerce et des marchés ; 5) la fiscalité écologique et les réformes budgétaires.

15. Les participants ont pris note des arguments justifiant d'appuyer le type de transformation préconisée par le Premier ministre du Samoa dans son allocution d'ouverture. La région du Pacifique continue de faire face à des problèmes colossaux dans les domaines environnemental, social et économique, et le modèle classique de développement n'a pas permis de maintenir l'équilibre nécessaire

entre ces trois piliers du développement, faute d'une prise en compte adéquate de la valeur des vastes ressources naturelles et de la riche biodiversité propres au Pacifique. Il en a résulté un appauvrissement de la biodiversité et une dégradation de l'environnement, qui se sont opérés au détriment des moyens d'existence des communautés océaniques. La pauvreté sévit toujours et la croissance économique est globalement lente, variable et inégale. Le changement climatique, dû en grande partie aux modes de production et de consommation non viables suivis dans d'autres régions, menace désormais la survie de tous les PEID vulnérables aux effets des variations climatiques.

16. Les participants ont également pu prendre connaissance de certaines des principales questions débattues et des informations échangées dans le cadre du Forum ouvert, notamment en ce qui concerne les nombreuses initiatives engagées au titre de chacun des cinq volets de la stratégie de croissance verte. Le Forum ouvert a également mis en lumière la nécessité d'établir un plus juste équilibre entre les trois piliers du développement durable, d'investir davantage dans le capital naturel (notamment en élargissant les réseaux de « zones protégées »), d'appliquer le principe « pollueur-payeur », de promouvoir l'écologisation des commerces et des marchés, d'améliorer l'accès au financement de l'action climatique, de mettre en place une fiscalité écologique et d'engager des réformes budgétaires afin d'encourager et de faciliter le passage à des modes de croissance plus respectueux de l'environnement. Les participants au Forum ouvert ont estimé que le principe de précaution énoncé lors du Sommet de la Terre de Rio devait être appliqué à l'évaluation des nouveaux débouchés économiques, notamment dans le domaine de l'exploration des gisements de ressources minérales en mer ou de l'exploitation minière. Le Forum a également été l'occasion d'un débat sur la dimension sociale du processus de transition vers une croissance verte, qui doit faire intervenir l'ensemble de la société et notamment les femmes, les jeunes, les organisations confessionnelles et le secteur éducatif. Il convient par ailleurs de défendre et d'appliquer les valeurs et les systèmes traditionnels qui sont le fondement du développement durable et de l'équité sociale, et de veiller à l'intégration économique du vaste secteur informel, qui représente en moyenne 60 % de l'ensemble des économies insulaires océaniques.

17. Tout en prenant acte du soutien exprimé en faveur de l'économie verte, la Réunion a convenu qu'il n'existait pas de modèle unique, et qu'il fallait apporter une réponse aux problèmes liés à la vulnérabilité des PEID du Pacifique, notamment aux effets du changement climatique. Il importe surtout de comprendre que les moyens de subsistance et la survie des communautés insulaires dépendent de la préservation de la santé des écosystèmes.

18. Le représentant des missions des PEID du Pacifique à New York a précisé que le « concept d'économie bleue » proposé par les PEID de la région ne visait pas à concurrencer l'approche axée sur l'économie verte, mais relevait plutôt d'une initiative visant à faire en sorte que les problèmes rencontrés dans le Pacifique et les pays insulaires océaniques figurent en bonne place à l'ordre du jour de la Conférence Rio+20. L'océan Pacifique, qui occupe plus d'un tiers de la surface de la planète, apporte une contribution environnementale et sociale majeure au processus de développement durable. Les missions des PEID du Pacifique PSIDS ont réussi à faire passer ce message, et ont rallié un large soutien en faveur de l'inscription de cette question à l'ordre du jour de Rio+20.

19. La présence potentielle de ressources minérales dans les fonds marins des ZÉE des PEID du Pacifique et dans les zones hauturières adjacentes ouvre des perspectives très intéressantes puisqu'elle permettrait aux pays de la région d'élargir leur base de ressources économiques, ce qui démontre que l'économie bleue doit clairement faire partie intégrante de l'économie verte. Il convient par conséquent de porter une attention particulière aux questions concernant le développement durable et la gestion et la préservation des ressources marines et océaniques, et de veiller à ce que les PEID du Pacifique puissent tirer de plus larges avantages économiques de l'utilisation de leurs ressources marines. Il faudra à cette fin prendre des mesures visant notamment à appliquer le principe de précaution afin de : protéger les écosystèmes océaniques (y compris les fonds marins) ; améliorer les pratiques de gestion durable des pêches et la gestion des zones côtières et des récifs coralliens ; et réduire les effets néfastes du changement climatique, que les populations océaniques subissent déjà et qui menacent notamment leur sécurité alimentaire et leurs ressources en eau.

20. L'attention des participants a été appelée sur la nécessité de réduire la surpêche et la pêche illicite non réglementée, notamment grâce à l'élimination des subventions à la pêche et de leurs effets pervers ; et de renforcer la capacité de résistance des écosystèmes marins aux impacts du changement climatique et à l'acidification des océans. La préservation de la santé des océans exige par ailleurs d'étendre les réseaux des aires marines protégées. Les périmètres protégés aident en effet à protéger la santé des écosystèmes, lesquels contribuent à la préservation de la biodiversité, de la sécurité alimentaire et de la qualité des eaux. Il a été rappelé que les requins font partie intégrante des écosystèmes océaniques sains, et que les stocks ne doivent donc pas être exploités à des niveaux non soutenables. Une proposition visant à examiner la possibilité d'une interdiction de la pêche du requin et du prélèvement des ailerons a été présentée.

21. On a fait observer que des politiques régionales sur les océans, des cadres régionaux pour le développement durable des océans et des mesures de gestion et de préservation des ressources marines étaient déjà en place dans le Pacifique et qu'elles donnaient de bons résultats au regard des pratiques optimales applicables dans ce domaine, notamment en matière de bonne gouvernance et de structures institutionnelles. Il est prévu de présenter ces mécanismes régionaux lors de la Conférence Rio+20 afin de promouvoir l'écologisation des économies fondées sur l'océan. Le Pacifique sollicitera l'aide financière de la communauté internationale afin d'aider les PEID à s'engager avec succès dans cette voie, en faisant valoir les arguments suivants : l'importance d'un océan Pacifique en bonne santé pour l'avenir de la planète ; la situation particulière des PEID, qui doit conduire à un partage plus équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources ; et la nécessité, pour la communauté internationale, d'honorer les engagements pris dans le passé. Dans le même temps, la région s'emploiera à participer davantage aux activités de pêche commerciale et à promouvoir le développement des pêcheries nationales, dans des limites garantant d'une exploitation durable des ressources ; à fournir des financements et un soutien budgétaire plus importants à l'appui des programmes axés sur les océans ; et à accroître ses investissements directs dans le secteur de la pêche thonière.

22. Les délégués et les participants ont échangé des informations sur les multiples initiatives engagées dans la région pour transformer les économies océaniques, en particulier grâce à l'agriculture biologique, aux énergies renouvelables et à la gestion des déchets solides, à l'écotourisme, à la création de réserves marines et de sanctuaires marins, à la mise en place de zones protégées et à des initiatives innovantes comme le projet « Un arbre, en jour, une vie » lancé en Nouvelle-Calédonie. Des réformes sont en cours dans le secteur de l'énergie, avec, entre autres, l'élaboration d'une feuille de route pour la sécurité énergétique et l'introduction d'une taxe carbone en Australie. Les pays insulaires océaniques sont nombreux à s'être fixé des objectifs énergétiques très ambitieux, à l'exemple du Samoa, qui s'est donné jusqu'à 2020 pour mettre en place une économie à bilan carbone neutre. Le secteur énergétique est un des éléments déterminants de l'empreinte carbone des pays, et les réformes sectorielles engagées dans ce domaine sont donc essentielles au processus de transition vers une économie verte. Le coût de l'énergie est une composante majeure des dépenses d'importation des pays océaniques, dont les besoins énergétiques en matière de transport et de production électrique sont couverts à plus de 90 % par les énergies fossiles. La réduction de la consommation de combustibles fossiles et de la dépendance à leur égard, le passage aux énergies renouvelables, l'amélioration du rendement énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie sont autant de facteurs qui contribueront à renforcer la sécurité énergétique des pays de la région, tout en favorisant la réduction des dépenses et l'atténuation du changement climatique.

23. Les participants ont également noté que la taxation du carbone, la suppression des subventions aux effets pervers, le paiement des services écologiques et l'application du principe pollueur-payeur étaient de nature à encourager l'innovation technologique et l'abandon de pratiques dangereuses pour l'environnement. Dans la zone OCDE et les autres régions regroupant des PEID, ces mesures tendent à se généraliser et sont désormais intégrées au cadre de politique générale en place. De plus, les pays prêts à s'engager dans cette voie peuvent bénéficier de nouveaux mécanismes d'aide. Les participants ont également appris que les pays de la zone OCDE les plus endettés étaient aussi ceux dans lesquels la fiscalité écologique et les dispositifs de taxation du carbone sont les moins contraignants. En Australie, la nouvelle taxe carbone, fixée à 23 dollars AUD par tonne de carbone émise, s'applique à 500 gros

pollueurs. Elle est sans incidence sur les recettes de l'État, puisque les sommes recouvrées seront intégralement restituées aux ménages et aux petites entreprises. Elle a pour principal objectif de faire évoluer les mentalités et la perception de la pollution, en encourageant l'adoption de modes de consommation plus durables.

24. Les participants ont également débattu de certains des dispositifs innovants de financement écologique mis en place dans le Pacifique, parmi lesquels la taxe verte destinée à financer la protection des ressources environnementales des Palaos, dont les touristes doivent s'acquitter à leur départ, la taxe sur la pollution marine en vigueur aux îles Fidji, les fonds fiduciaires communautaires, les prêts concessionnels accordés aux Palaos aux promoteurs de projets de développement à haut rendement énergétique, les zones protégées créées aux îles Cook et à Kiribati et le fonds fiduciaire Micronésien Challenge pour la préservation des ressources marines et terrestres, qui a des effets positifs sur l'environnement à l'échelle mondiale, et dont les résultats dépassent déjà les objectifs mondiaux fixés au titre de la Convention sur la diversité biologique (CBD).

25. Au cours du débat, on a notamment insisté sur le fait que les mutations profondes à opérer aux fins du développement durable exigent un engagement politique résolu et une planification « intelligente » garante de l'intégration des principes de durabilité à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Le Réseau des jeunes océaniens pour l'environnement s'est associé à l'appel des représentants des gouvernements océaniens en faveur de l'émergence dans le Pacifique insulaire d'économies vertes contribuant concrètement au développement durable. Pour faire avancer les choses, il faudra mettre à la disposition des pays des outils leur permettant d'élaborer et de mettre en œuvre leurs propres plans verts de développement durable.

### **Recommandations**

26. Les participants à la Réunion préparatoire, s'appuyant sur les documents, les exposés et les observations présentés pendant les travaux sur le thème « économie verte » de Rio+20, ont approuvé les recommandations suivantes, qui offrent selon eux des solutions pratiques pour aller de l'avant<sup>3</sup> :

- 1) Des analyses nationales doivent être réalisées. Elles constitueront le point de départ de stratégies nationales d'écologisation des économies et s'appuieront sur les données tangibles relatives aux défis et opportunités recensés par les PEID dans le cadre du processus MSI+5 et d'autres évaluations régionales et nationales. Ces analyses nationales et les conclusions de la Réunion préparatoire devront aussi être intégrées aux feuilles de route et plans de mise en œuvre susceptibles d'être élaborés à l'échelle nationale et régionale.
- 2) Des cadres politiques, juridiques, réglementaires et institutionnels favorables à l'adoption de stratégies de croissance verte doivent être mis en place. Le modèle de croissance verte doit être adopté et pris en compte dans les politiques nationales de réforme structurelle et macro-économique ainsi que dans le processus de révision des législations nationales.
- 3) Des réformes fiscales et budgétaires doivent être engagées afin d'assurer le passage à une économie verte et à des modes de développement durable sobres en carbone. Elles sont de surcroît indispensables à l'internalisation des coûts environnementaux. Le processus de réforme doit avoir pour objectif de concilier les impératifs liés à la préservation de l'environnement, à l'inclusion de tous les groupes sociaux et à la croissance économique.
- 4) Une feuille de route régionale pour la croissance verte pourrait être élaborée par le biais du Groupe de travail du CORP sur le développement durable afin d'aider les PEID du Pacifique et de favoriser la réalisation des objectifs de développement durable énoncés dans le Plan pour le Pacifique. La feuille de route devra mettre à profit les dispositifs régionaux existants tels que la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP) et son cadre d'action

<sup>3</sup> Dans ses conclusions, le président de la session a synthétisé les débats sur ce point. Les délégations nationales ont insisté sur la nécessité d'élaborer des plans intelligents et ont fait référence aux décisions prises précédemment par les pays océaniens à l'appui de recommandations analogues.

stratégique intégrée (PIROP-ISA), le Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, le Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique, la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR), la Plateforme océanique de gestion des risques de catastrophe et les autres initiatives régionales pertinentes. Compte tenu de son importance vitale pour l'ensemble des PEID du Pacifique, la composante « économie bleue » devra être intégrée à la feuille de route, dans laquelle les questions concernant le développement durable et la préservation et la gestion des ressources marines, océaniques et terrestres devront aussi figurer en bonne place. La feuille de route aura entre autres pour objectif majeur de garantir aux PEID de la région la possibilité de tirer des revenus économiques équitables de l'utilisation de ces ressources. La participation et l'adhésion des communautés seront aussi des conditions essentielles garantes de la crédibilité, de la légitimité et de la mise en œuvre efficace de la feuille de route.

## **Thème 2 : Le cadre institutionnel du développement durable**

27. Les Nations Unies et le CORP ont présenté le cadre institutionnel pour le développement durable en place dans la région. Le Plan pour le Pacifique et les documents de politique sectorielle connexes définissent un cadre institutionnel régional solide aux fins du développement durable.

28. Les participants ont noté que tous les pays de la région s'étaient déjà dotés de stratégies nationales du développement durable (SNDD) ou d'instruments analogues. Toutefois, la mise en œuvre de ces stratégies s'opère avec lenteur, les capacités locales étant toujours aussi limitées. L'intégration des trois piliers du développement durable, la planification et la coordination des interventions et l'établissement des budgets correspondants doivent être améliorés. Le caractère inadéquat des cadres juridiques et institutionnels en place et l'absence de mécanismes efficaces de suivi font également obstacle à la mise en œuvre des SNDD. Il convient d'aider les pays de la région à aligner leurs plans sectoriels sur les objectifs nationaux de développement, à renforcer la coordination, à utiliser efficacement les mécanismes de suivi et d'évaluation et à renforcer la participation des parties prenantes.

29. La Réunion préparatoire a examiné un document sur le financement de l'action climatique et les autres mécanismes de financement, et s'est interrogée sur leur capacité à fournir les ressources requises pour assurer le passage à des économies vertes. On a fait valoir que le financement de l'action climatique devrait être à la charge des responsables du réchauffement climatique, et que les ressources existantes ne devraient pas être détournées des programmes en cours. On a par ailleurs souligné que les pays insulaires océaniques pouvaient prétendre à des financements importants dans le domaine du changement climatique, mais que les modalités d'accès à ces financements devaient être simplifiées. Les pays de la région ne disposent pas de moyens adéquats pour accéder aux financements climatiques et doivent donc mobiliser à cette fin leurs modestes capacités nationales, au détriment d'autres priorités. Aussi convient-il d'appuyer le renforcement des capacités nationales en matière d'accès aux financements climatiques. Les activités relatives au changement climatique doivent être mieux coordonnées et s'appuyer sur une volonté politique renforcée.

30. Un appel a été lancé en faveur de la mise en place de mécanismes de soutien budgétaire direct garants du financement de l'action climatique. Ces mécanismes devraient être bilatéraux, de manière à éviter le recours à des intermédiaires. Il importe de déterminer quel doit être le rôle des organisations régionales membres du CORP dans la mise en œuvre et le financement des activités relatives au changement climatique, et de communiquer aux pays insulaires océaniques des informations sur les financements disponibles et sur les « guichets » de financement auxquels les PEID peuvent avoir accès. Les organisations régionales membres du CORP qui souhaitent intervenir en qualité d'institutions de mise en œuvre de projets financés par les fonds climatiques devront revoir à la baisse la redevance administrative qu'elles appliquent à la gestion de ces projets.

31. Les participants à la Réunion préparatoire ont pu prendre connaissance d'informations sur les 14 partenariats pour le développement durable dans le Pacifique mis en place lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002. Certains de ces partenariats ont été efficaces et ont notamment permis d'adopter une approche plus inclusive du développement durable, en facilitant la participation



des partenaires dans le développement et des acteurs non étatiques, l'échange d'information et la mobilisation de ressources supplémentaires. Les partenariats fondés sur le volontariat sont importants et doivent être maintenus. Leurs axes d'action doivent être définis en fonction des besoins des pays. Plusieurs d'entre eux pourraient fusionner pour constituer des partenariats plus efficaces, à l'exemple du Réseau de partenariats pour la gestion des risques de catastrophe dans le Pacifique.

32. Les Participants ont appris que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) avait approuvé le principe de l'accès direct des pays aux financements en faveur de l'action climatique, mais que les dossiers à soumettre pour accéder aux ressources des fonds climatiques étaient difficiles à constituer. La Nouvelle-Zélande a engagé 30 millions de dollars néo-zélandais en vue du financement accéléré de l'action climatique pendant la période 2010-2012. L'essentiel de ces financements sera fourni au titre de programmes d'assistance bilatérale, par le biais du Programme d'aide néo-zélandaise. On a fait observer que l'élaboration de plans sectoriels bien conçus, assortis d'objectifs précis et reposant sur un engagement politique de haut niveau pouvait attirer le soutien des bailleurs de fonds. À titre d'exemple, les Tonga ont obtenu de la Nouvelle-Zélande et d'autres bailleurs de fonds qu'ils financent la mise en œuvre de leur feuille de route pour la sécurité énergétique, parce qu'elle repose sur une planification efficace et vise des objectifs clairement définis.

### **Recommandations**

33. Tout en soulignant que le Plan d'action de la Barbade, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et la Stratégie de Maurice demeurent les fondements du cadre d'intervention stratégique convenu à l'échelle internationale aux fins du développement durable des PEID, la Réunion préparatoire a approuvé les recommandations suivantes :

- 1) L'objectif global du développement durable doit être au cœur de l'action des organisations internationales, régionales et sous-régionales dans les PEID du Pacifique. Pour que leurs interventions aient le plus fort impact possible, il faut veiller à ce que leurs mandats respectifs soient pleinement respectés, et renforcer au maximum les liens de collaboration et de coopération qui les unissent.
- 2) Les stratégies nationales de développement durable ou autres instruments équivalents définissent le cadre le mieux à même de garantir la prise en compte des possibilités offertes par les approches axées sur l'économie verte dans le domaine du développement durable des PEID du Pacifique. Elles doivent donc demeurer le fondement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement durable.
- 3) S'agissant des membres du Forum, le mécanisme d'examen par les pairs institué en application de l'Accord de Cairns s'avère utile en ce qu'il contribue à renforcer la formulation et la planification des politiques, l'établissement des budgets correspondants et la gestion de l'aide. Il peut aussi aider à trouver des solutions et s'est avéré utile aux pays ayant fait l'objet d'un examen par les pairs comme à ceux ayant pris part à l'exercice en tant qu'évaluateurs. Les membres du Forum sont donc encouragés à s'associer en plus grand nombre à ce processus<sup>4</sup>.
- 4) Les partenariats ont fait la preuve de leur capacité à promouvoir le développement durable. Ils doivent être encouragés à intégrer d'autres parties prenantes de premier plan comme les groupes confessionnels, les responsables traditionnels, les femmes et les jeunes. Les partenariats les plus efficaces doivent être encouragés à adapter leurs activités en fonction des priorités et des besoins nationaux. Les initiatives conjointes menées dans le cadre de partenariats régionaux favorisent une utilisation rationnelle des maigres ressources disponibles. Ces initiatives pourraient être étendues au-delà de la région afin de favoriser la collaboration avec des partenaires similaires dans les autres régions regroupant des PEID. Des mesures doivent être prises afin d'évaluer et, au besoin, de redynamiser les partenariats en sommeil. Des propositions visant la création de nouveaux partenariats seront présentées à la Conférence Rio+20.

<sup>4</sup> La République des Îles Fidji a été suspendue du Forum, et ne peut donc pas s'associer à cette recommandation.

- 5) Les PEID du Pacifique pourraient s'appuyer sur le Partenariat régional océanien de soutien à l'élaboration des SNDD pour améliorer la préparation, l'examen et la mise en œuvre de leurs SNDD. Le Groupe de travail sur le développement durable du CORP doit leur apporter un soutien accru afin de faciliter ce processus. Le Partenariat subsidiaire pour la croissance verte pourrait quant à lui établir le diagnostic nécessaire à l'écologisation des économies de la région, et aider les pays à définir et mettre en œuvre les mesures de nature à promouvoir une croissance verte. Il importe de veiller à l'intégration de ces partenariats, afin d'éviter les doubles emplois et la fragmentation des interventions.
- 6) Le financement de la lutte contre le changement climatique permet de mobiliser des ressources pour les secteurs de l'économie verte à l'épreuve du climat et sobres en carbone. Divers ministères devront pour cela étudier comment associer ces ressources aux crédits alloués dans les budgets nationaux. Il convient de formuler clairement les priorités dans les politiques et systèmes nationaux, de manière à orienter les ressources de manière judicieuse et durable. Des modalités novatrices d'accès aux fonds mondiaux et une souplesse accrue de la part des donateurs dans le cadre des financements bilatéraux seront également nécessaires, de même que l'amélioration de la coordination et de l'expression des besoins au sein de la région Pacifique. À cet égard, les organisations régionales peuvent appuyer les efforts menés par les pays pour démystifier l'architecture financière complexe de la lutte contre le changement climatique et renforcer la collaboration à tous les niveaux (bilatéral, multilatéral et Sud-Sud). On pourrait à cet égard envisager le développement d'une plateforme web accessible aux donateurs et donnant une description détaillée des projets et activités nécessitant un financement dans la région. Il est également important que les partenaires donateurs soient conscients que les conditions contraignantes d'accès aux crédits peuvent exclure les pays les plus petits et les plus vulnérables.
- 7) Des dispositifs de financement nationaux novateurs et des incitations fiscales sont déjà en place dans le Pacifique et ces expériences devraient être partagées pour encourager des approches semblables dans d'autres pays insulaires océaniques. Les évaluations nationales en cours devraient fournir l'occasion de documenter ces expériences et exemples dans la perspective de Rio+20.

#### **Appel à la communauté internationale**

34. Compte tenu des discussions et décisions de la Réunion et du besoin de susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, il est proposé que les messages suivants orientent la participation des PEID du Pacifique au processus préparatoire à Rio+20 :

- 1) Le Pacifique a renouvelé son engagement politique en faveur du développement durable en adoptant une « économie verte dans un monde bleu », pour promouvoir de manière ouverte et concrète un type de croissance approprié et pour assurer le délicat équilibre entre les trois dimensions du développement durable. Cette approche aidera également le Pacifique à relever son plus grand défi, à savoir s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets. Les initiatives décrites lors de la présente Réunion et les progrès liés à la mise en œuvre de ses décisions pourront être présentés à la Conférence Rio+20 pour appeler l'attention sur l'engagement renouvelé du Pacifique en faveur du développement durable. D'importants enseignements pourraient également être tirés des modes de vie durables pratiqués de longue date par les peuples océaniques, dont le bien-être et la culture sont intrinsèquement liés aux ressources naturelles et à la biodiversité de leurs îles. La gestion avisée de l'océan Pacifique pour les générations actuelles et futures est par exemple profondément ancrée dans les cultures océaniques<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Cet état de fait a également été reconnu par les dirigeants qui ont donné effet au Plan pour le Pacifique dans leur Déclaration d'Auckland en 2004 : « les peuples du Pacifique sont les gardiens de l'océan, le plus grand, le plus paisible et le plus riche de la planète... ».

- 2) L'océan Pacifique, qui occupe plus d'un tiers de la surface de la planète, apporte une contribution environnementale et sociale majeure au processus de développement durable. Cette ressource mondiale est menacée par le changement climatique et les pratiques non viables et, alors que la région a pris de nombreuses mesures nationales et régionales pour développer, gérer et préserver de manière durable les ressources océaniques et marines du Pacifique, la communauté internationale doit également agir sans délai pour renforcer la gouvernance des océans et gérer durablement ces ressources mondiales. Les possibilités offertes par les ressources marines et océaniques doivent être gérées de manière durable et équitable pour que les Océaniens reçoivent une juste part des avantages associés. Le Pacifique désire donc veiller à ce que les aspects du développement durable liés à l'« économie bleue » occupent une place importante à Rio+20.
  
- 3) Les petits États insulaires en développement du Pacifique sont également profondément conscients que, s'ils ne sont pas responsables du changement climatique ni des crises financières, énergétiques et alimentaires qui affectent le monde, ces phénomènes ont pour effet de ralentir, voire compromettre, les efforts de développement du Pacifique tout en menaçant la survie de nombreuses nations et communautés insulaires. Ils reconnaissent qu'ils ne peuvent guère contrôler les émissions de carbone et l'utilisation excessive des ressources découlant des modes de production et de consommation non durables des pays industrialisés. Et ils sont vivement préoccupés par le fait que les niveaux actuels d'activité économique entraîneront une augmentation de la température supérieure à 1,5 degré, qui détruira les récifs coralliens et les écosystèmes et fragilisera les moyens d'existence des peuples océaniens, tout en menaçant l'existence même de certains pays du Pacifique. En tant que région, le Pacifique est résolu à s'orienter vers une économie verte, notamment en adoptant toutes les stratégies pertinentes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. La communauté internationale doit toutefois accepter que la responsabilité morale et la charge financière de l'atténuation et de l'adaptation lui incombent. Le Pacifique demande donc à la communauté internationale de prendre sans délai des mesures pour intégrer pleinement le développement durable et veiller à ce que les institutions et systèmes internationaux, dont l'ONU, tiennent compte des conclusions de l'examen MSI+5 et des priorités des PEID dans leurs plans et programmes.
  
- 4) La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et le Sommet mondial pour le développement durable ont accordé une place importante aux PEID. Le Programme d'action de la Barbade et la Stratégie de Maurice ont fourni un cadre permettant aux PEID de prendre d'importantes mesures pour relever les défis qui se posent à eux en matière de développement durable. Toutefois, comme l'atteste le récent rapport régional océanien de l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice, les vulnérabilités propres aux PEID du Pacifique subsistent et ont augmenté dans certains cas du fait du changement climatique, des catastrophes naturelles et des récentes crises financières, alimentaires et énergétiques. En conséquence, les PEID du Pacifique réaffirment qu'il importe d'accorder une attention particulière aux PEID à Rio+20. À cet égard, bien que les mécanismes internationaux de financement aient connu un développement considérable, les nations développées n'ont dans l'ensemble pas tenu leur engagement de financer le développement durable ou les activités d'adaptation ou d'atténuation liées au changement climatique. Les fonds devant être mis à disposition par le biais des structures de financement mondiales n'ont par ailleurs pas été conçus en tenant compte des capacités limitées des PEID. Il s'ensuit que les PEID n'ont pas pu véritablement y accéder. En conséquence, les PEID du Pacifique demandent à la communauté internationale d'améliorer l'accès aux crédits destinés à la transformation de leurs économies et d'alléger la charge qui leur est imposée en matière d'établissement de rapports.

## **Annexe I**

Rio+20 : Réunion préparatoire pour le Pacifique  
20 – 22 juillet 2011  
Apia (Samoa)

### **LISTE DES PARTICIPANTS**

---

#### **PEID DU PACIFIQUE**

##### **ÎLES COOK**

Hon Henry Puna, Prime Minister and Minister for Environment

Hon. Mark Brown, Minister for Finance and Economic Management

Hon Atatoa Herman, Assistant Minister for Environment

Ms Elizabeth Wright-Koteka, Director, Central Policy and Planning Office

Ms Priscilla Maruariki, Acting Financial Secretary, Ministry of Finance and Economic Management

Mr Edwin Pittman, Chief Executive Officer for the Prime Minister

Mr Carl Hunter, Office of the Prime Minister,

##### **FIDJI**

Mr Krishna D. Prasad, Deputy Secretary, Ministry of Strategic Planning, National Development and Statistics

Mr Sele N. Tagivuni, Principal Environment Officer – Biodiversity and Sustainable Management, Department of Environment

##### **KIRIBATI**

Hon Amberoti Nikora, Minister for Environment

Ms Wiriki Tooma, Secretary, Ministry of Environment

##### **ÎLES MARSHALL (RÉPUBLIQUE DES)**

Hon Mattlan Zackhras, Minister, Ministry of Resources and Development

Hon Jack Ading, Minister, Ministry of Finance

Ms Yumiko Crisostomo, Director, Office of Environmental Planning and Policy Coordination (OEPPC)

##### **MICRONÉSIE (ETATS FÉDÉRÉS DE)**

Mr Jeem Lippwe, Deputy Permanent Representative to the UN, FSM Mission – New York

##### **NAURU**

Hon Dr Kieren Keke, Minister for Foreign Affairs, Trade and Finance

Ms Berilyn Jeremiah, Director of Social Sector Planning

NIOUÉ

Mr Sauni Tongatule, Director of Environment

PALAU

Hon Harry Fritz, Minister, Ministry of Natural Resources, Environment and Tourism

Mr Joseph N. Aitaro, National Coordinator, Protected Areas Network, Ministry of Natural Resources, Environment and Tourism

Ms Nanette Malsol, Ministry of Natural Resources, Environment & Tourism

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Dr Wari Lea Iamo, Secretary, Department of Environment and Conservation & Acting Executive Director of Office of Climate Change & Development, Department of Environment and Conservation

Ms Kay Kalim, Deputy Secretary, Sustainable Environment Programme Wing, Department of Environment and Conservation, Department of Environment and Conservation

Ms Gwen Sissiou, Deputy Secretary, Department of Environment and Conservation & Director – MRV & National Communications, Office of Climate Change & Development

SAMOA

Hon Fa'amoetauloa Lealaiauloto Taito Dr Faale Tumaalii, Minister, Ministry of Natural Resources and Environment

Hon Le Mamea Ropati, Minister of Agriculture & Fisheries

Hon Faumuina Liuga, Minister of Finance

Mr Taulealeausumai Tuifuisa'a Laavasa Malua, Chief Executive Officer, Ministry of Natural Resources and Environment

Mr Ali'ioaiga Feturi Elisaia, Ambassador & Permanent Representative to the United Nations, New York

Ms Josephine Stowers, Assistant Chief Executive Officer, Ministry of Natural Resources and Environment

Ms Tuiolo Schuster, Ministry of Natural Resources and Environment

ÎLES SALOMON

Mr Chanel Iroi, Under Secretary – Technical, Ministry of Environment, Climate Change, Disaster Management & Meteorology

Ms Agnetha Vave-Karamui, Chief Conservation Officer, Ministry of Environment, Climate Change, Disaster Management & Meteorology

## TOKÉLAOU

Hon Aliki Faipule Foua Toloa, Ulu o Tokelau, Head of Delegation, Tokelau

Mr Jovilisi Suveinakama, Chief Adviser, Tokelau

Ms Lili Tuioti, Senior Adviser, Tokelau

## TONGA

Hon Sunia Manu, Minister of Finance, Nukualofa, Tonga

Mr Asipeli Palaki, Director of Environment and Climate Change, Ministry of Environment and Climate Change

## TUVALU

Hon Apisai Ielemia, Minister for Foreign Affairs, Trade, Tourism, Environment and Labour

Mr Pasuna Tuaga, Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Trade, Tourism, Environment and Labour

Hon Lotoala Metia, Minister of Finance, Economic Planning and Industries

Mr Minute Taupo, Ministry of Finance, Economic Planning and Industries

## VANUATU

Mr Trinison Tarivonda, Senior Environment Officer, Department of Environmental Protection & Conservation (DEPC)

## **PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT**

### AUSTRALIE

Hon Senator Don Farrell, Senator

Mr Timothy R. Picton, Adviser to Parliamentary Secretary for Sustainability and Urban Water

Dr Stephen Powell, Director – International Section, Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities, Strategic Advice Branch, Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities

Ms Edwina Jones, Senior Policy Officer – Rio+20 Taskforce, Strategic Advice Branch, Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities

Ms Paula M. Watt, Director, Marine Environment Section, Department of Foreign Affairs and Trade

Mr Edward Smith, Pacific Fisheries Officer, Australian Agency for International Development (AUSAID)

Ms Annemarie Watt, Director, Integration & Environment, Australian Agency for International Development (AUSAID)

Mr Leslie P. Humphries, Executive Officer, Pacific Regional Section, Department of Foreign Affairs and Trade

## FRANCE

Mme Josiane Couratier, Représentant permanent-adjoint auprès de la Communauté du Pacifique, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

## NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Anthony Lecren, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur et du Développement durable

M. Bruno Iekawe, Conseiller auprès du ministre de l'Économie, du Commerce extérieur et du Développement durable

M. Yves Paul Guy Lafoy, Conseiller principal, Cellule de Coopération Régionale et des Relations Extérieures

M. Bertold Schmitt, Interprète du ministre

## NOUVELLE-ZÉLANDE

Ms Caroline McDonald, Director, Environment Division, Ministry of Foreign Affairs & Trade

Mr Stuart Calman, Director, Climate Risk, Ministry for the Environment

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Mr George Carter, Embassy of the United States of America – Apia, Samoa

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Ms Constance Vigilance, Economic Adviser, Economic Affairs Division, Commonwealth Secretariat

Ms Tamara Levine, Administrator, Environment and Development Network, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)

## ORGANISATIONS RÉGIONALES

### PROE

Mr Kosi Latu, Deputy Director, Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)

Mr Sefanaia Nawadra, Sustainable Development Adviser

Mr Espen Ronneberg, Climate Change Adviser

Ms Seema Deo, Education and Communication Adviser

Mr Taniela Faletau

Ms Netatua Pelesikoti

Mr Posa Skelton

Mr Clive Hawigen

Mr Nixon Kua

Mr Andrew Kennedy, Legal Intern

SECRÉTARIAT DU FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE (PIFS)

Mr Tuiloma Neroni Slade, Secretary General, Pacific Islands Forum Secretariat

Mr Su'a Kevin Thomsen, Director, Strategic Partnerships & Coordination Programme, PIFS

Mr Scott Hook, Economic Infrastructure Adviser, Economic Governance Programme, PIFS

SPC – SOPAC

Mr Russell Howorth, Director, Pacific Islands Applied Geoscience Commission (SOPAC) and SPC Applied Geoscience Technology Division

FFA

Mr Samasoni Sauni, Fisheries Management Adviser, Forum Fisheries Agency

**ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES/DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Ms Imogen P. Ingram, Secretary/Treasurer, ISACI, Rarotonga, Cook Islands

Ms Morena Rigamoto, Country Manager, Live & Learn Environmental Education, Suva, Fiji

Mr Feiloakitau Tevi, General Secretary, Pacific Conference of Churches, Suva, Fiji

Mr Taholo Kami, Director, World Conservation Union/International Union for Conservation of Nature (IUCN) – Oceania Regional Office, Suva, Fiji

Ms Jackie Thomas, World Wildlife Fund South Pacific Programme (WWF-SP), Suva, Fiji

Ms Mereia Volavola, Chief Executive Officer, Pacific Islands Private Sector Organisation (PIPSO), Suva, Fiji

Ms Joan Yang, Senior Officer, International Policy, Pew Environment Group, Washington DC, USA

Mr Michael Donoghue, Executive Director, Pacific Islands Programme, Conservation International, Apia, Samoa

Ms Sue Taei, Director, Pacific Islands Programme, Conservation International, Apia, Samoa

Ms Leilani Duffy, Conservation International, Apia, Samoa

Mr James Atherton, Conservation International, Apia, Samoa

Schannel van Dijken, Marine Programme Manager, Conservation International, Apia, Samoa

Ratu Maseikula Niumataiwalu, The Econesian Society, Suva, Fiji

Mr Ewan Cameron, 350.org Pacific Moving Planet Coordinator, Vailima, Samoa

Ms Lucille M. Sain, Student Activity Coordinator, College of Micronesia, Chuuk, FSM

Ms Makereta Komai, News Editor, PACNEWS, Suva, Fiji

Ms Cherelle Jackson, Writer, Earth Negotiations Bulletin, International Institute for Sustainable Development – UN Office, New York, USA



Ms Melanie Ashton, Writer, Earth Negotiations Bulletin, International Institute for Sustainable Development – UN Office, New York, USA

Ms Kate Brown, Partnership Coordinator, Global Island Partnership, Washington DC, USA

Faainu Latu, Lecturer – Environmental Science, National University of Samoa, Apia, Samoa

Rev. Maauga F. Motu, Samoa Council of Churches, Apia, Samoa

Mr Sam Sesega, Pacific Environment Consultants Ltd, Apia, Samoa

Ms Karen Mapusua, Associate Director, Women in Business Development, Apia, Samoa

Ms Tusitina Nuvalu, Women in Business Development, Apia, Samoa

Ms Alberta Malielegaoi, Women in Business Development, Apia, Samoa

Patea Setefano, Chief Executive Officer, STEC, Apia, Samoa

Ms Ioana K. Williams, STEC, Apia, Samoa

Rapa Young, EPC, Apia, Samoa

Bobby Ah To, EPC, Apia, Samoa

Mr Fiu Mataese, Siosiomaga Society, Apia, Samoa

Ms Valentina Masoe, Weekender Newspaper, Apia, Samoa  
Unumoe Esera, Talamua, Apia, Samoa

## **ORGANISMES DES NATIONS UNIES**

### **DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (DAES)**

Ms Hiroko Morita-Lou, Chief, SIDS Unit, UN DESA, New York, USA

Ms Elena Zoubanova de Jesús, Associate Sustainable Development Officer, SIDS Unit, UN DESA, New York NY, USA

Mr Keneti Faulalo, Adviser on Water Resource Management and Adaptation to Climate Change, Division for Sustainable Development, UN DESA, New York, USA

### **FAO**

Mr Aru Mathias, Forestry Officer, FAO Office – Apia

Ms Fiasili Lam, FAO Office – Apia

### **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Mr Toily Kurbanov, Assistant Resident Representative, UNDP, Suva, Fiji

Mr Garry Wiseman, Manager, UNDP Pacific Centre, Suva, Fiji

Mr David Payton, Senior Sustainable Development Adviser, UNDP, New York, USA

Mr Armstrong Alexis, Coordinator – Programme and Operations, UNDP, Apia, Samoa

Mr Richard Crichton, UNDP, Apia, Samoa

Ms Tupepepa Aumua, UN Coordination Specialist, UNDP, Apia, Samoa

Ms Elisapeta Kerslake, Communications Associate, UNDP, Apia, Samoa

Ms Elenoa Salele, UNDP, Apia, Samoa

Ms Yvette Kerslake, UNDP, Apia, Samoa

#### UNESCO

Mr Gunther Cyranek, Advisor – Communications & Information, UNESCO, Apia, Samoa

Mr Akatsuki Takahashi, Programme Specialist for Culture, UNESCO, Apia, Samoa

Mr Kevin Petrini, Science Sector Programme Specialist, UNESCO, Apia, Samoa

#### PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

Mr Greg Sherley, Task Manager Biodiversity Conservation, United Nations Environment Programme, Apia, Samoa

#### VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES (VNU)

Mr Nobumasa Kitajima, UNV Programme Officer, UNDP Samoa Multi Country Office, Apia, Samoa

#### ONU FEMMES

Ms Carin Naike Kohl, Programme Associate, UN Women, Apia, Samoa

#### ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Dr Baoping Yang, WHO, Apia, Samoa

#### ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)

Mr Henry Taiki, Director, World Meteorological Organization (WMO), Apia, Samoa

#### COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE (CESAP)

Mr. Iosefa Maiava, Head, ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

Mr David Smith, Deputy Head & Senior Economist, ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

Mr Timothy Westbury, Economic Affairs Officer, ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

Ms Atu Emberson-Bain, Regional Adviser – Social Development and Policy (Temp), ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

Ms Leba Petersen, Administrative Assistant, ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

Ms Patricia Momoivalu, Personal Assistant, ESCAP Pacific Office, Suva, Fiji

- - -

## Annexe II



**Déclaration liminaire de  
M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa  
Ouverture officielle de la  
« Réunion des ministres de l'Environnement sur Rio+10 »  
Musée Robert Louis Stevenson, Vailima  
17 h 30, 21 juillet 2011, Apia (Samoa)**

Révérend Eletise Sulivale

Mesdames et Messieurs les Premiers ministres et les Ministres,  
Représentants des Nations Unies et Membres du corps diplomatique,  
Mesdames et Messieurs les représentants,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je me joins à vous à l'occasion de l'ouverture officielle de la Réunion des ministres de l'Environnement sur Rio+20, ici au Samoa. Permettez-moi de souhaiter la bienvenue à nos invités étrangers. J'espère que vous avez pu profiter de notre pays depuis votre arrivée.

Ce n'est qu'en mai dernier que j'ai été invité à exprimer ce que signifiait la « croissance verte » pour le Samoa, à l'occasion de la réunion des pays les moins avancés, en Turquie, où j'ai évoqué avec franchise les défis que nous devons relever et les possibilités que pourrait offrir un développement axé sur la croissance verte.

La possibilité d'accueillir la prochaine conférence sur la croissance verte dans le Pacifique a également été confirmée lors de cette réunion. La tenue de la présente réunion des ministres des PEID du Pacifique, ici à Apia, nous offre l'occasion d'examiner dans quelle mesure nous avons rempli les engagements pris à Rio de Janeiro il y a 20 ans et de demander aux autres d'en faire de même. Je suis reconnaissant aux Nations Unies, à la CESAP et aux organisations du CORP de vous avoir rassemblés ici à Apia pour entamer le dialogue sur la meilleure façon d'aborder la croissance verte dans nos pays et notre région afin d'atteindre les objectifs de la CNUED et du programme d'action de Maurice.

Mesdames et Messieurs, comme toutes les autres initiatives de développement, l'économie verte présente des possibilités et des défis. Mais au bout du compte, l'important est de trouver un équilibre entre les dimensions environnementales, économiques et sociales, de sorte qu'aucun aspect ne soit privilégié au détriment des autres. Le développement durable ne devrait par exemple pas entraîner de dégradation de l'environnement ou de chômage forcé et vice-versa. Mais il n'est bien entendu pas facile de trouver un équilibre et c'est pour relever ces défis que nous sommes réunis aujourd'hui. Cela dit, les bienfaits potentiels pour nos peuples, nos pays et l'avenir de la planète méritent bien quelques efforts.

En promouvant la croissance verte, nous devons veiller à ce que les propriétaires du capital naturel, essentiellement issus du Sud, ne soient pas lésés et ne se trouvent pas dépossédés de leurs ressources et biens en essayant de développer leur influence économique. Nous ne proposons pas de ralentir la croissance mais plutôt d'encourager un type de croissance approprié car, en fin de compte, l'économie verte suppose que nous modifions notre façon de percevoir le développement, de définir le progrès et d'appréhender l'environnement.

L'économie verte repose sur le besoin de permettre un développement transformationnel dans les pays qui ont le plus de difficultés à le faire avec les modèles économiques actuels. Elle offre une réponse adéquate aux « carences » du modèle classique de développement. L'économie verte repose en outre sur une approche conceptuelle axée sur les résultats, et vise expressément à améliorer les conditions de vie des populations, sans mettre en péril les ressources dont dépendent les générations actuelles et futures.

Cela étant défini, permettez-moi de contextualiser brièvement la notion de croissance verte dans le cadre du Samoa. Certains d'entre vous auront examiné hier des sites et projets promouvant la croissance verte dans notre pays. Bien qu'ils soient peu nombreux, des mesures ont été prises pour promouvoir l'agriculture biologique, la recherche sur diverses technologies de production d'énergies renouvelables, l'élimination sans danger des déchets solides, et leur présentation au secteur privé et aux associations locales de manière consultative pour refléter l'intégration des aspects sociaux, économiques et environnementaux. La transition vers une économie à bilan carbone neutre à l'horizon 2020 est également en cours pour montrer au monde que l'écologisation de l'économie pourrait à terme devenir notre principal choix en matière de croissance.

Tout comme ses voisins insulaires, le Samoa est entouré d'océan et dépend de ses ressources pour sa subsistance et sa sécurité alimentaire. Mais les écosystèmes marins sont de plus en plus menacés par l'activité humaine, la surpêche non réglementée et les impacts du changement climatique. Ces phénomènes menacent la viabilité de l'économie bleue de nos îles. Nous devons donc réaliser un travail stratégique avec nos partenaires et les pays partageant nos aspirations pour veiller à ce que la Conférence Rio+20 accorde l'importance et la priorité requises à l'économie bleue, afin qu'elle reste une solution viable dans nos pays. Il est tout aussi important que les pays océaniques puissent prétendre à une part équitable des ressources marines et océaniques, bien que cet objectif reste encore bien vague.

C'est pourquoi les problèmes touchant les PEID du Pacifique doivent être inscrits à l'ordre du jour mondial, comme ce fut le cas en 1992 lorsqu'il a été reconnu que les îles formaient un groupe de pays vulnérables. Nous devons continuer d'attirer l'attention sur la vulnérabilité des PEID du Pacifique, en particulier aux impacts du changement climatique, et nos besoins particuliers avec les PEID des autres régions. Nous devons pour cela veiller à ce que les besoins des PEID du Pacifique soient exprimés sur la scène internationale. Nous devons parallèlement définir des objectifs et des priorités allant au-delà de l'horizon 2015, échéance fixée pour la réalisation des OMD. Je vous encourage donc tous à envisager sérieusement de saisir les opportunités offertes par une économie verte.

Pour finir, Mesdames et Messieurs, il est impératif que les ministres de l'économie et des finances, les ministres des pêches et les autres ministres chargés des ressources naturelles participent étroitement aux délibérations des ministres de l'environnement car la croissance verte touche l'ensemble de l'économie. Cette collaboration veillera à ce que la croissance verte ne soit pas uniquement considérée comme un enjeu environnemental tout en indiquant

que les dirigeants océaniens entendent l'adopter dans leur approche générale. Je suis à vrai dire ravi d'apprendre que votre réunion qui se tiendra demain a été précédée d'un forum auquel ont participé des représentants de la société civile, du secteur privé, de groupes religieux et d'organismes publics. La participation des organismes des Nations Unies, des instances internationales et des organisations régionales a également permis de préciser la structuration future des régimes institutionnels nécessaires à la gestion des processus environnementaux à l'échelle de la planète. J'aimerais à cet égard féliciter les organisateurs de la présente réunion de l'avoir envisagée comme une session ministérielle conjointe.

En guise de conclusion, permettez-moi de rappeler une fois encore que les gouvernements que nous représentons tous doivent être conscients de notre responsabilité de pourvoir aux besoins de nos peuples dans les limites de nos maigres ressources. La recherche de l'équilibre délicat entre la préservation de l'environnement et la croissance économique durable nous permettra d'assumer nos obligations, à savoir léguer un monde meilleur aux générations futures.

Pour terminer, c'est avec un grand honneur que je voudrais déclarer officiellement ouverte la Réunion conjointe des ministres de l'environnement et de l'économie et des finances des PEID du Pacifique en vue de la Conférence Rio+20.

Faafetai ma ia Soifua.